

Région

POLLUTION

Lettre ouverte L'Adra exige de l'ARS « un suivi médical de la population »

Pierre Gusz



Dans une lettre ouverte adressée début décembre à l'agence régionale de santé (ARS) du Grand Est, l'Association de défense des riverains de l'aéroport de Bâle-Mulhouse (Adra) avance, études et documents scientifiques à l'appui, que « les habitants de Saint-Louis et environs sont exposés depuis des décennies à une forte concentration de PFAS dans l'eau potable. La filtration au charbon actif, mise progressivement en place, n'abaissera la concentration que sous la limite réglementaire de 100 nanogrammes par litre pour la somme des 20 PFAS. Il ne suffit pas que l'eau soit conforme à la réglementation pour être saine. Par conséquent, ils sont et resteront possiblement contaminés à des taux élevés, [comme l'a révélé le dosage des PFAS dans le sang de dix volontaires.](#) »

Tout en rappelant que les riverains de l'aéroport cumulent plusieurs autres « sources de forte pollution impactant leur santé » comme « la pollution sonore (bruit) et la pollution atmosphérique (gaz toxiques et particules ultrafines) », un « cocktail » qui « favorise de nombreuses pathologies et diminuent l'espérance de vie en bonne santé », Bruno Wollenschneider, le président de l'Adra, demande à l'ARS de mettre en place « un suivi médical et une étude épidémiologique de la population de Saint-Louis et des environs ».

Ce « plan sanitaire » comprendrait, selon l'Adra, un accès gratuit à des tests sanguins pour ceux qui le désirent ; une étude épidémiologique pour analyser la distribution des maladies dans la population locale afin de déterminer l'influence des PFAS dans l'eau sur la santé ; un suivi sanitaire ciblé lorsque les seuils sont élevés ou pour les personnes fragiles ; une investigation sur les taux de cancers, maladies auto-immunes et malformations potentielles liées aux PFAS en publiant le registre des cancers du Haut-Rhin (en l'absence de registre des décès). Des mesures qui sont, comme l'écrit encore Bruno Wollenschneider, « simplement conformes aux missions des ARS ».